



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2659  
19 juillet 2019  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE**

# **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **Emplois attaqués, retraites menacées**

# **Les travailleurs doivent riposter**



Le 22 juin à Belfort, contre les licenciements à GE.

**De Rugy**  
**Le homard  
l'a tué**  
page 3

**1969-2019**  
**L'homme sur la Lune,  
la crise sur la Terre**  
page 7

**Entreprises**  
**Amazon,  
Whirlpool..**  
pages 8, 9, 10 et 11

**LEUR SOCIÉTÉ**

De Rugy : homard m'a tuer 3  
 14 juillet : l'impérialisme français en parade 3  
 Nouveau sous-marin : gâchis abyssal 3  
 Gilets jaunes : pas de silence dans les rangs 3  
 Retraites : les attaques continuent 4  
 APL : encore moins pour ceux qui ont moins 4  
 Budget 2020 : sur mesure pour les capitalistes 4  
 Droit à l'IVG : toujours à défendre 5  
 Homéopathie : sucre, emplois et bénéfices 5  
 Loi santé : quand la santé ne va pas, rien ne va 5  
 SNCF : voleur de grand chemin... de fer 12  
 Passages à niveau : tous sont dangereux 12

**DANS LE MONDE**

Libye : les assassins et leurs commanditaires 6  
 Israël : émeutes contre le racisme policier anti-Noirs 6  
 États-Unis : Trump en campagne avec la peau des immigrés 6  
 Il y a 50 ans : le premier pas sur la Lune d'une société qui piétine 7

**ENTREPRISES**

Auchan - Villeteuse : non aux licenciements ! 8  
 Clinique Jeanne-d'Arc - Gien : en lutte 8  
 SNCF - Vichy : grève contre les suppressions de postes 8  
 Sans-papiers : "gilets noirs" pour les droits 8  
 Amazon : mobilisation dans plusieurs pays 9  
 Banque postale - Toulouse : non aux manœuvres de la direction ! 9  
 La Poste : mort pour les profits 9  
 WN - Amiens : "Lessivés par Whirlpool, essorés par WN" 10  
 PSA - Mulhouse : s'il y a moins de production, il faut répartir le travail 10  
 Territoriaux de Mulhouse : à travail permanent, emploi permanent 10  
 Famar - Saint-Genis-Laval : manifestations pour défendre les emplois 11  
 Famar - Orléans : les travailleurs préparent la riposte 11

**LUTTE OUVRIÈRE**

À votre rencontre cet été 12

# Contre les attaques du gouvernement et des capitalistes, préparons la riposte !

On a vu des drones, des robots multitâches, des exosquelettes et même une plateforme volante digne de la science-fiction, dimanche sur les Champs-Élysées. De formidables progrès technologiques transformés en engins de mort et un bon coup de pub pour les marchands de canon : voilà un aspect du traditionnel défilé. Un hommage à l'armée d'autant plus déplacé que lors de la prise de la Bastille, le 14 juillet 1789, l'armée royale n'était évidemment pas du côté des insurgés, mais ouvrait au contraire le feu sur eux !

Macron paradant en chef des armées n'a pu éviter quelques sifflets de manifestants gilets jaunes, ce qui a indigné Castaner et toute la caste politicienne « en ce jour où la nation est réunie ». Quelle blague ! Dans la tribune des officiels, derrière Macron, se trouvait François de Rugy, le ministre de la Transition écologique mis à mal par des révélations sur son train de vie aux frais de l'État. De Rugy a justifié ses dîners à base de homard et de grands crus par la nécessité de « rester connecté » à la société. Pour ces politiciens, la « société » se résume au petit monde qui gravite autour de la bourgeoisie qu'ils servent et dont ils imitent les manières et le train de vie. Dans cette prétendue « nation unie », il y a une frontière sociale entre les capitalistes que ces politiciens représentent et le monde du travail, qui vit une tout autre réalité.

Les annonces de plans de licenciements s'ajoutent les unes aux autres, barrant l'avenir pour des milliers de travailleurs et leurs familles. Ceux de Conforama ont exprimé leur colère lors du comité central d'entreprise, ce que la direction a qualifié « d'agression ». Les travailleurs de Conforama ont successivement enrichi les milliardaires Arnault et Pinault, et maintenant les actionnaires du groupe multinational Steinhoff. Et pour ces gens-là, il faudrait encore qu'ils acceptent d'être mis à la porte sans faire de bruit !

Le même jeudi 11 juillet, ce sont les salariés de WN qui manifestaient à Amiens leur dégoût et leur colère à l'annonce de la mise en liquidation de ce repreneur de Whirlpool. Après avoir empêché les millions de l'État et de Whirlpool, WN, qui appartient au patron local du Medef, met en effet

la clé sous la porte et les travailleurs vont vivre leur deuxième plan de licenciements en l'espace de deux ans.

Accompagnant les annonces de licenciements des grands groupes, la réforme des règles de l'assurance chômage réduit les droits des chômeurs en osant prétexter que c'est pour mieux les inciter à retourner vers l'emploi. Le gouvernement fait ainsi pression sur tous les travailleurs, les contraignant encore plus à accepter n'importe quel travail, à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions.

La réforme des retraites que le gouvernement prépare s'annonce comme un nouvel épisode dans cette guerre aux travailleurs. Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites, doit rendre sa copie le 18 juillet, mais on en connaît déjà les grandes lignes. L'instauration d'un système à points permettra d'amputer encore plus les pensions, de même que la mise en place d'un « malus » pour tous ceux qui partiront à 62 ans, l'âge légal de départ. Sur la sellette également, les pensions de réversion, qui bénéficient très majoritairement aux femmes, dont les retraites sont déjà le plus souvent inférieures à celles des hommes.

Pour accroître leurs marges et leurs profits dans un contexte de crise et de concurrence exacerbée, les capitalistes font reculer le niveau de vie des travailleurs par tous les moyens. Ils accentuent l'exploitation et imposent les bas salaires, tandis que le gouvernement rogne sur toutes les dépenses utiles aux couches populaires, des hôpitaux aux écoles, en passant par les transports publics.

Les travailleurs ont les moyens d'arrêter cette course à l'abîme qui condamne toute la société. C'est leur exploitation qui est à l'origine de l'enrichissement de la bourgeoisie, c'est leur travail qui produit toutes les richesses. Le gouvernement peut bien chanter l'air de l'unité nationale, c'est d'une lutte à mort entre deux classes sociales qu'il est question ! Pour imposer leur droit à une vie digne et émanciper toute la société, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de se battre contre la domination capitaliste sur l'économie.



En juin dernier, à Belfort, contre les licenciements à GE.



## De Rugy : homard m'a tuer

**Après une semaine de tergiversations et malgré le soutien affiché de Macron, François de Rugy a fini par présenter sa démission mardi 16 juillet. Une nouvelle fois la « république exemplaire » de Macron a du plomb dans l'aile.**

Il est reproché au ministre d'avoir organisé de grands dîners aux frais de l'Assemblée nationale quand il en était le président, décidé des travaux dans son logement de fonction pour la somme modique de 63 000 euros, constitué un dressing de 17 000 euros. Il louerait pour 622 euros un logement à « loyer social préférentiel » à Nantes sans l'occuper. Sa femme aurait acquis un sèche-cheveux doré à la feuille d'or pour 499 euros.

Pour le ministre, tout cela est normal. Mais il a quand même tenu à faire un geste... en poussant à la démission la directrice de son cabinet, Nicole Klein, qui bénéficiait, elle, d'un logement social à Paris, quand elle était directrice de l'urbanisme au ministère de l'Équipement.

Ces dépenses fastueuses révélées au grand jour choquant, à juste titre, car elles sont sans aucun

rapport avec le quotidien des classes populaires qui éprouvent des difficultés à se loger, s'habiller et même manger tous les jours. Mais ce train de vie des gouvernants n'est qu'une pâle imitation de celui, bien plus luxueux, de ceux pour lesquels ils gouvernent. Il heurte d'autant plus que ceux qui en profitent sont les premiers à faire la morale aux classes populaires.

Mais les sommes dépensées par le ministre restent en réalité dérisoires et ne pèsent pas bien lourd au regard des milliards que le gouvernement distribue au grand patronat sous forme de subventions et de cadeaux à peine déguisés.

C'est là que se trouve le grand pillage de l'argent public par la grande bourgeoisie, avec la complicité active de tous les politiciens à son service qui, il est vrai, s'octroient au passage de généreux pourboires.

Anne Poucta

## Gilets jaunes : pas de silence dans les rangs

En juillet, le jaune sur les Champs-Élysées est traditionnellement celui du vainqueur du Tour de France. Pour le gouvernement, c'était la couleur à bannir lors du défilé militaire du 14 juillet.

Ainsi, des centaines de policiers et gendarmes ont confisqué les gilets jaunes et arrêté 169 personnes, dont plusieurs personnalités du mouvement. Mais ils n'ont pas pu empêcher des dizaines de manifestants d'agiter des ballons jaunes, en conspuant Macron.

B.S

Et une fois les chars d'assaut et autres engins de mort remisés, et les troupes renvoyées à leurs casernes, les milliers de policiers et gendarmes n'ont pu empêcher les Champs-Élysées d'être pendant plusieurs heures le théâtre d'échauffourées avec des gilets jaunes. Cela a un peu empêché la journée de se dérouler comme prévu par le gouvernement, Macron et les galonnés du pays.

## 14 juillet : l'impérialisme français en parade

**39 hélicoptères, 69 avions, 196 véhicules, 237 chevaux et 4 300 militaires : une partie des 35,8 milliards d'euros du budget de l'armée a défilé sur les Champs-Élysées le 14 juillet. Des robots, des drones à plusieurs centaines de milliers d'euros, et même un homme sur une plateforme volante, ont été cette année ajoutés au spectacle, permettant aux commentateurs de s'enthousiasmer sur « l'armée du futur ».**

Sous prétexte de la « défense de la patrie », cette surenchère militariste ne manquera pas d'être comme toujours une poule aux œufs d'or pour les marchands d'armes, et de permettre aux Dassault, Airbus, Thales et autres de voir leurs profits s'envoler.

L'autre innovation cette année était la présence en fin de parade de mutilés et blessés de guerre. Ils ont permis à Macron de se mettre en scène et de rendre un hommage appuyé aux militaires français intervenant à l'étranger : « *Nous sommes fiers de vous (...) parce que vous protégez la nation, parce que vous êtes notre souveraineté, ce qui*

*nous permet de nous défendre, comme de défendre nos alliés.* »

Digne représentant de l'impérialisme français, il reprend ainsi à son compte la fable qui voudrait que les 3700 militaires français présents officiellement et en permanence au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Gabon, à Djibouti et aux Émirats arabes unis y protègent autre chose que les intérêts des grands groupes français. De Bouygues à Areva, ou Bolloré, tous ont de gros intérêts en Afrique et au Moyen-Orient, et le soutien armé de l'État français aux pires dictatures a souvent permis d'y maintenir un ordre propice à leurs

affaires.

Du génocide au Rwanda à la guerre au Cameroun ou en Centrafrique, sans oublier sa contribution à la guerre du Biafra, l'histoire de l'impérialisme français et de son armée en Afrique n'est qu'une longue suite de massacres.

Aujourd'hui, 5 600 soldats des opérations Barkhane ou Chammal sont présents au Sahel, en Syrie et en Irak. Loin d'y avoir protégé la population, ils ont contribué à semer le chaos : au Mali et dans les pays limitrophes, les groupes djihadistes, ou supposés tels, n'ont jamais été si nombreux.

La présence permanente de son armée permet ainsi à la France de tenter d'y tenir son rang d'impérialisme de second ordre, et de défendre son pré carré, sa zone d'influence, face à des concurrents plus puissants. Les populations, elles, le paient au prix du sang.

Jacques Le Gall



La manifestation des gilets jaunes, le 13 juillet.

## Nouveau sous-marin : gâchis abyssal

**Le gouvernement et de grosses sociétés, Naval Group, le CEA, viennent de mettre à l'eau, à Cherbourg, le Suffren, le premier né des six sous-marins dits Barracuda, nouvelle génération de submersibles.**

L'objectif, lourdement acclamé, est de hisser la France dans le club des grandes puissances navales et nucléaires. Coût : plus de 9 milliards d'euros.

De fait, ce sous-marin est truffé de technologies de pointe : furtif pour mieux détecter l'ennemi sous la mer, l'approcher, l'espionner ; lui-même escorté de

sous-marins lanceurs de missiles qui peuvent cibler à 1 000 km à l'intérieur des terres. C'est une base d'avancée secrète perfectionnée, « adaptée aux menaces du monde post-guerre froide » comme s'en est vantée la ministre des Armées.

Pour cela, il a fallu 50 millions d'heures de travail, pendant vingt ans.

Autant de temps, d'énergie, d'intelligences qui auraient pu être utiles à autre chose qu'à des œuvres de mort qui anéantissent des populations de pays pauvres pillés par les pays impérialistes, à commencer par la France.

L'argent, le travail, les progrès techniques, doivent aller à la vie, aux progrès de la société, au logement, aux écoles, aux transports, aux hôpitaux. Mais ce n'est pas vers ces choix que nous entraîne la société capitaliste.

Rachel Dittner



## Retraites : les attaques continuent

**Delevoye, cet ancien ministre de droite rallié à Macron, devait dévoiler son plan de retraites à points jeudi 18 juillet. Sous couvert de simplification et d'égalité, c'est une attaque de plus programmée contre les travailleurs et le niveau de vie des futurs retraités.**

Désormais chacun serait censé accumuler son « capital » de points, dont la valeur serait susceptible de varier en fonction du rapport entre actifs et retraités. Il serait donc quasi impossible de savoir à l'avance ce qu'on touchera à la retraite, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui.

Cette individualisation de la retraite est un des aspects le plus important du plan d'attaque du gouvernement. Les retraites sont déjà largement personnalisées mais, là, il s'agit d'un cran supplémentaire dans une individualisation qui contribue à atomiser le camp ouvrier. Comme si chaque travailleur avait un intérêt individuel particulier, alors qu'il s'agit d'une lutte de classe pour la retraite, comme pour les salaires ou pour le temps de travail. Et c'est toujours en mettant en avant des solutions collectives que les travailleurs ont réussi à faire reculer le grand patronat, en imposant un salaire minimum pour tous, ou un temps de travail maximum pour tous. Et la politique patronale a toujours été de briser ce front à coup d'exceptions.

Le projet devrait aussi faire disparaître les régimes spéciaux, ceux de la fonction publique ou de catégories ayant des conditions plus favorables, le plus souvent en raison de leur pénibilité.

Le gouvernement s'attaquerait aussi aux pensions de réversion, que touche un veuf ou une

veuve après le décès de son conjoint. Il s'agit des femmes en majorité. Désormais, d'après le projet, ayant davantage travaillé que leurs mères ou grand-mères, elles n'en auraient plus besoin, puisqu'elles ont leur propre pension. Plusieurs versions ont circulé : partage de la pension entre conjoints successifs en cas de séparation, prise en compte des revenus du couple, etc. mais une chose est sûre : la majorité des retraités y perdra.

Enfin, le gouvernement envisage de faire reculer l'âge de la retraite de façon hypocrite. L'âge légal ne bougerait pas, mais partir à cet âge signifierait partir avec une pension diminuée. On aura « le choix » entre partir avec une retraite de misère ou partir plus tard pour garder de quoi vivre.

Il en va des retraites des travailleurs comme de leur salaire : elles devraient leur permettre de vivre dignement jusqu'au bout, et chacun devrait aussi cesser de travailler suffisamment tôt pour profiter un peu d'une vie sans exploitation. Et pour tout cela, ce serait au patronat de payer. L'ensemble du camp des travailleurs pourra l'imposer en mettant en avant ses intérêts collectifs, par-delà toutes les divisions que les patrons et les gouvernants à leur service cherchent à créer et à exciter parmi les salariés.

**Alain Lecaire**

## APL : encore moins pour ceux qui ont moins

**Le gouvernement vient d'annoncer que la réforme du calcul de l'APL, prévue pour le 1<sup>er</sup> avril 2019, et déjà reportée au 1<sup>er</sup> juillet, puis au 1<sup>er</sup> août, ne se fera pas avant janvier 2020.**

Le nouveau calcul est présenté comme plus logique et plus juste. En effet, au lieu de les calculer en fonction des revenus perçus deux ans avant, le prélèvement des impôts à la source permettrait à la CAF de recalculer les allocations chaque trimestre et de prendre en compte les revenus des douze derniers mois.

Le gouvernement explique sans rire que, grâce à la croissance et à l'augmentation du pouvoir d'achat, les revenus actualisés régulièrement par la CAF augmenteront en moyenne, ce qui permettra de faire des économies sur les allocations. En réalité, croissance ou pas, les économies prévues viendront du fait que seuls les allocataires voyant leur situation s'améliorer

seront concernés par le nouveau calcul, et verront leurs aides baisser immédiatement. Ceux dont la situation se dégrade suite à un licenciement, un divorce par exemple, avaient déjà la possibilité de le signaler afin que leur APL soit recalculée et de ce point de vue leur situation ne changera pas.

Selon le *Canard Enchaîné*, 1,2 million de personnes pourraient perdre en moyenne 1000 euros par an, et 600 000 personnes perdraient complètement leur APL. Les premiers concernés seraient les jeunes travailleurs qui rentrent dans la vie active, souvent avec de bas salaires et des emplois précaires. Jusqu'à présent, ils continuaient à percevoir une APL calculée sur des ressources nulles

ou très faibles, jusqu'à ce que leurs nouveaux salaires soient pris en compte. C'était en quelque sorte une aide à l'installation, pour de jeunes travailleurs obligés de se loger, parfois dans des grandes villes aux loyers très élevés.

Le gouvernement attend de cette réforme 1,3 milliard d'économies par an. Des problèmes informatiques dans la mise en place du nouveau calcul justifieraient visiblement le recul à janvier 2020. À moins que le gouvernement n'ait pas voulu attaquer les allocataires de l'APL en même temps qu'il annonce des coupes drastiques dans les allocations chômage.

Si elle est appliquée, la réforme du calcul de l'APL sera un nouveau vol dans la poche des classes populaires, qui s'ajoutera à la diminution de 5 euros décidée en 2017.

**Hélène Comte**



## Budget 2020 : sur mesure pour les capitalistes

**Pour le budget 2020, le gouvernement promet, comme à chaque fois, de diminuer la dépense publique. Des économies seront certes réalisées, mais aux dépens des plus modestes. En revanche, le grand patronat et les plus riches seront toujours aussi bien servis.**

Les 15 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique ainsi que les économies sur les emplois aidés toucheront essentiellement les collectivités territoriales déjà sous-dotées. 1 à 1,3 milliard d'euros seront économisés sur l'assurance chômage. Le nouveau mode de calcul des APL pénalisera plus d'un million de locataires, dont certains ne toucheront plus rien.

Le gouvernement prétend que ses quelques concessions aux gilets jaunes vont grever le budget

de l'État. Mais de quoi parle-t-il? La baisse de 5 milliards d'euros de l'impôt sur les revenus va satisfaire avant tout les milieux aisés, voire très riches, assez peu présents sur les ronds-points. Elle devait être financée par des coupes dans les niches fiscales et sociales dévolues aux entreprises. En fait, ces mesures sont déjà revues à la baisse, et ce n'est qu'un début.

Par exemple, la DFS (déduction forfaitaire spécifique) dont bénéficient entre autres les secteurs

du nettoyage et du bâtiment, ne sera abaissée que de 400 millions sur les 1,6 milliard qu'elle coûte. Le dispositif favorisant le mécénat, lui, est totalement épargné. Il permet à Bernard Arnault, à travers sa fondation Louis Vuitton, d'effacer une partie de ses impôts. Le crédit impôt recherche, soit 6 milliards d'euros annuels, ne sera rogné que de 200 millions et à l'horizon 2021. En revanche l'impôt sur les bénéfices des grandes entreprises sera bien abaissé à 31%, contre 33% aujourd'hui.

Le grand patronat crie qu'il est écrasé de « charges » envers l'État. En réalité, l'État lui garantit une part substantielle de ses revenus.

**Alain Chevard**

## Droit à l'IVG : toujours à défendre

**Quarante-quatre ans après sa dépénalisation, le droit à l'avortement est toujours un combat. Dimanche 14 juillet, 50 députés de gauche ont signé une tribune dans laquelle ils proposent une loi constitutionnelle visant à ce que « nul ne puisse entraver le droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse ».**

Ces députés relèvent que sur les quinze dernières années, 130 centres d'IVG ont fermé. Déjà en 2013, le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes alertait sur des chiffres similaires. Le quinquennat de François Hollande ne les avait pas modifiés.

Aujourd'hui, dans tous les services hospitaliers, le manque de personnel s'aggrave et cela touche aussi les centres d'IVG. Dans certains

départements de province et en grande couronne de la région parisienne, des centres doivent réduire leur activité ou fermer faute de personnel. Les délais de réception sont allongés, cela peut amener des femmes à se déplacer très loin de leur domicile pour trouver un service qui puisse les recevoir, et parfois elles se retrouvent hors des délais légaux. Cela touche en particulier les très jeunes

femmes et les femmes immigrées pour qui toutes ces démarches sont encore plus compliquées.

Le 7 juin, le Sénat a voté un amendement à la loi pour allonger les délais légaux de recours à une IVG de 12 à 14 semaines. En effet, chaque année, entre 3 000 et 5 000 femmes sont obligées d'aller à l'étranger pour procéder à un avortement dit hors délai. C'est une injustice, car cela écarte certaines femmes, qui n'ont pas les moyens financiers ou sociaux, de partir loin. Mais que signifie rallonger les délais légaux si les moyens reculent ?

Et puis, le 11 juin, la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, demandait un retour en arrière, exigeait un nouveau vote, et l'amendement était cette fois rejeté ! S'ajoute à toutes ces difficultés la clause de conscience



NICOLAS MESSIAS/SIPA

incluse dans la loi. Les médecins peuvent refuser de pratiquer une IVG, même si c'est une IVG médicamenteuse, et même s'ils sont en milieu hospitalier. Les sénateurs n'ont pas voulu retirer cette clause, alors que le Planning familial et d'autres associations féministes le demandent depuis

plusieurs années.

Ce droit à l'IVG est en réalité sans cesse remis en question, par le manque de structures d'accueil, les délais trop courts et les reculs de la société qui renforcent tous ceux qui contestent aux femmes le droit de disposer de leur corps.

Cléo Nerthe

## Homéopathie : sucre, emplois et bénéfices...

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, le remboursement des médicaments homéopathiques passera de 30% à 15%, puis sera complètement supprimé en janvier 2021. Les premiers qui paieront les conséquences de ce choix sont ceux qui se soignent, ou plus exactement qui pensent se soigner, avec ces produits.**

Ce n'est pas le problème du gouvernement car, pour lui, la santé est un marché où il joue le rôle d'arbitre dans la guerre commerciale que se livrent tous les trusts pharmaceutiques avec la vie et la santé des malades.

Ce déremboursement soulève un tollé du laboratoire Boiron, leader mondial de l'homéopathie, qui met hypocritement en avant l'avenir de ses salariés, regrette que les patients payent de leur poche mais se soucie avant tout de ses profits. Grâce à ses pilules, le chiffre d'affaires du laboratoire atteint les 600 millions d'euros, et la famille Boiron est entrée au palmarès des grosses fortunes avec 465 millions d'euros, d'après le magazine *Challenges*. Cette fortune accumulée permettrait largement à Boiron de conserver tous les emplois et de financer sans subvention la reconversion de ses laboratoires pour produire des médicaments dont l'efficacité est réelle.

Ce n'est pas le cas de l'homéopathie, dont le principe est d'opérer une dilution extrême d'une solution, avec pour conséquence qu'il n'y a plus aucun principe actif dans les pilules vendues. Le laboratoire prétexte qu'agiter très fort la solution initiale, ce qu'il appelle « dynamiser l'empreinte » qui serait laissée par les

molécules, donnerait son activité au produit ! Toutes les études faites sur l'homéopathie montrent, bien évidemment, qu'elle n'est pas plus active qu'un placebo. Certes, le prix du tube

de granules avoisine les 2 à 3 euros, ce qui n'est pas très cher pour un médicament disent ses défenseurs. Mais cela représente tout de même mille euros le kilo... de sucre, principal constituant de ces pilules ! Avec l'homéopathie, au mieux les malades guérissent grâce à leurs défenses naturelles, au pire leur état s'aggrave et ils doivent avoir recours à une médecine plus efficace.

Mais si la Haute Autorité

de Santé et le gouvernement dans la foulée ont décidé de dérembourser l'homéopathie, c'est essentiellement pour des raisons d'économies (126,9 millions d'euros), comme ils l'ont fait pour des médicaments bien plus utiles, et vont malheureusement continuer à le faire au détriment de l'accès aux soins des plus pauvres. Alors s'il est temps que les laboratoires qui ont fait fortune avec l'homéopathie cessent

de bénéficier de la caution d'un remboursement par la Sécurité sociale, il serait surtout nécessaire d'empêcher tous les laboratoires pharmaceutiques de s'enrichir sur la maladie et la détresse des populations. Il faudrait que ces grands groupes soient expropriés, que leurs profits soient confisqués pour permettre la mise en place d'un système de santé totalement gratuit pour tous.

C. N.

## Loi Santé : quand la santé ne va pas, rien ne va

**Le Sénat a voté le 16 juillet le texte définitif de la loi Santé, présenté par la ministre Agnès Buzyn. Cette loi est un fourre-tout qui ne contient pas ce qui serait pourtant essentiel pour assurer un meilleur système de santé pour toute la population : un financement à la hauteur des besoins.**

Une des tromperies incluses dans cette loi est le label « hôpitaux de proximité » qui sera décerné à plus de 500 établissements qui ont vu leurs services de chirurgie, d'urgence ou de maternité fermer ces dernières années, sur ordre du gouvernement. Surtout situés dans des petites villes, ils ne peuvent pratiquement plus s'occuper que de médecine générale, de gériatrie et de réadaptation. Pour la population, les autres soins hospitaliers, tout aussi nécessaires, se sont éloignés. On a vu mieux en termes de proximité...

Les déserts médicaux, malgré ce que prétend la ministre, ne seront pas résorbés de sitôt. Car si elle

a beaucoup communiqué sur la fin du numerus clausus – la limitation du nombre d'étudiants admis à faire des études de médecine – elle a sciemment omis de préciser que c'était le numerus clausus national qui prenait fin. En effet, la loi prévoit que ce seront les facultés de médecine, avec les Agences régionales de santé, qui décideront du nombre d'étudiants à former, donc du numerus clausus régional. Ce n'est pas demain que les patients trouveront facilement des médecins quand ils en ont besoin.

Ce n'est donc pas cette loi qui changera grand-chose en matière d'accès aux soins. Pour la population, le reste à charge

pour se soigner ne peut qu'augmenter. Quant au personnel hospitalier, il ne peut compter que sur sa mobilisation, comme celle qui touche les services d'urgence depuis

plusieurs mois, pour imposer au gouvernement d'investir de véritables moyens financiers dans des hôpitaux qui en ont bien besoin.

Lucien Déroit



## Libye : les assassins et leurs commanditaires

Le 3 juillet des missiles ont été tirés sur un camp de détention de migrants, dans la banlieue de la capitale libyenne Tripoli, faisant au moins 53 morts et 130 blessés. Les autorités françaises ont aussitôt condamné ce bombardement et rappelé aux parties en présence qu'elles avaient le devoir de protéger la vie des migrants. Cela s'appelle ne reculer devant aucune tartufferie.

La politique française en Libye porte une lourde responsabilité dans la situation de ce pays et les massacres qui y sont perpétrés. Depuis 2011 et la chute du dictateur Kadhafi, poussé dehors par les bombardements occidentaux puis exécuté par les services français, diverses milices armées se disputent le pouvoir et la rente pétrolière. Elles le font au nom de compagnies pétrolières occidentales concurrentes et avec le soutien financier, militaire et logistique des puissances impérialistes rivales, notamment la France, l'Italie et les États-Unis, chacune soutenant, plus ou moins

discrètement, son poulain.

En plus d'être le champ clos des rivalités pétrolières, la Libye est depuis Kadhafi une barrière au passage des migrants allant du sud vers le nord, de l'Afrique vers l'Europe. L'existence même des camps de migrants comme celui qui a été bombardé, regroupant des milliers de personnes dans des conditions horribles, résulte de la politique de l'Union européenne, France et Italie en tête. Ce sont ces derniers pays qui payent des bandes libyennes ainsi que les gardes-côtes, pour intercepter les migrants tentant de traverser la Méditerranée

vers l'Italie et les conduire dans des camps. C'est la France qui a fourni des vedettes rapides capables de faire ce sale travail, c'est l'Union européenne qui paye pour qu'on retienne prisonniers les malheureux qui cherchent un endroit où vivre sur cette planète.

Enfin, achevant de démontrer la responsabilité particulière de la France dans cette tragédie, les soldats du gouvernement libyen reconnu par l'ONU ont fait une curieuse découverte. Pénétrant dans des locaux abandonnés par leurs adversaires, les soldats du maréchal Haftar, ils y ont

trouvé des missiles anti-chars de fabrication américaine appartenant à l'armée française. La ministre de la Défense, Florence Parly, a eu bien du mal à expliquer la présence de ce matériel dans l'arsenal du maréchal. Après quelques hésitations, une version digne de la bibliothèque rose a été offerte aux médias nationaux qui l'ont gentiment acceptée. D'après la ministre, les missiles étaient là pour protéger des conseillers français, présents sur place pour aider Haftar à lutter contre Daech. Les matériels avaient été désactivés après le départ des conseillers et étaient stockés

en attente de destruction. Et la ministre d'ajouter que jamais la France n'avait aidé Haftar dans sa lutte contre le gouvernement reconnu par l'ONU.

On finira peut-être par savoir qui a tiré les missiles sur le camp de réfugiés, qui les avait fabriqués et qui les a vendus ou offerts aux assassins. Quoi qu'il en soit, les responsables sont les compagnies pétrolières qui se disputent l'or noir libyen, les États comme la France qui sont leurs bras armés et les politiciens qui tentent de les couvrir par leurs pitoyables mensonges.

Paul Galois



Des survivants après le bombardement d'un camp de migrants à Tripoli.

## Israël : émeutes contre le racisme policier anti-Noirs

De violentes émeutes ont eu lieu début juillet, suivies de manifestations massives, dans une demi-douzaine de villes israéliennes, dont Tel-Aviv et Haïfa.

À l'origine de cette explosion, la mort d'un Israélien-Éthiopien de 19 ans, abattu par un policier. Routes bloquées par des barrages de pneus enflammés, commissariat attaqué par près de 1000 jeunes à Tel-Aviv, 110 blessés dans les rangs de la police, la violence de la réaction des jeunes est à la mesure de leur colère contre le racisme dont la population juive noire d'origine éthiopienne est victime en Israël.

Depuis 1997, onze Noirs israéliens ont trouvé la mort dans une confrontation avec la police. Selon

l'Association des Juifs éthiopiens, les mises en examen d'Israéliens-Éthiopiens ont progressé de 90 % depuis 2015 et 90% des jeunes Noirs passant devant un tribunal sont condamnés, contre un tiers seulement des autres Israéliens.

Les Juifs originaires d'Éthiopie sont 140 000 en Israël, dont 50 000 nés sur place. L'État d'Israël, soucieux de renforcer numériquement sa population, d'alimenter son armée en soldats et son marché du travail en main-d'œuvre à bon marché, a lui-même milité pour leur

venue dans le pays.

Bousculant les réticences ou l'hostilité initiales des autorités religieuses, Israël a reconnu leur judéité en 1975, leur donnant droit à la loi du retour autorisant tout Juif à venir s'installer en Israël. Dans les années 1980-1990, il a organisé deux ponts aériens clandestins pour les ramener par milliers d'Éthiopie et des camps de réfugiés du Soudan.

Une fois arrivés, les juifs éthiopiens ont été traités avant tout comme des pauvres. En Israël comme ailleurs, ce qui est déterminant n'est pas la communauté historique, culturelle ou religieuse, c'est l'appartenance de classe.

Pierre Lemaire

## Trump : en campagne avec la peau des immigrés

Trump a lancé sa campagne pour les élections présidentielles de 2020. Comme la précédente, elle sera très à droite et spécialement anti-immigrés et antimigrants.

Ainsi, il a menacé sur tweeter fin juin : « La semaine prochaine l'ICE (la police migratoire des États-Unis) va commencer à expulser les millions d'étrangers illégaux qui sont entrés de manière illicite aux États-Unis sans papiers. »

Trump a finalement repoussé son opération. Les expulsions massives n'ont apparemment pas eu lieu. Par contre, des centaines de manifestations de soutien aux sans-papiers ont été organisées dans les jours précédents. Par calcul électoral, les maires démocrates de Chicago, New York ou Atlanta, s'y sont plus ou moins associés en rappelant aux sans-papiers leurs droits. Si la police frappe à leur porte, ils ne sont pas tenus d'ouvrir, à moins qu'elle n'ait un mandat.

Trump a répondu par une surenchère raciste et xénophobe en invitant les quatre femmes de couleur, élues démocrates au

Congrès, à « retourner dans leur pays [...] ces endroits totalement défectueux et infestés par la criminalité ».

Il sait très bien qu'il ne peut pas déporter des « millions » de gens. Il compte gagner des voix en ciblant les migrants, qu'il accuse d'être responsables de la criminalité, et en faisant des démonstrations visibles et si possible spectaculaires avec la peau de ces gens. Si les expulsions sont en fait moins nombreuses que lorsque les démocrates gouvernaient, des dizaines de milliers de migrants sont actuellement détenus aux frontières des États-Unis. Des dizaines meurent chaque semaine en tentant de traverser le Rio Grande qui sépare le Mexique des États-Unis, comme ce jeune père salvadorien et sa fille de deux ans, retrouvés noyés, blottis l'un contre l'autre, comme la presse l'a montré il y a quelques semaines.

Léna Pigalli



Manifestation à Tel Aviv, le 2 juillet.

# Le premier pas sur la Lune d'une société qui piétine

« Un petit pas pour l'homme, un grand pas pour l'humanité », cette phrase prononcée par Neil Armstrong, le premier à avoir posé le pied sur la Lune le 21 juillet 1969, exprimait le sentiment de tous ceux qui ont suivi en direct le premier alunissage. 50 ans plus tard, cet exploit reste un symbole. Il souligne les formidables capacités scientifiques et techniques auxquelles est parvenue l'humanité, en même temps que les tares, non résolues, de la société au sein de laquelle il a été réalisé.

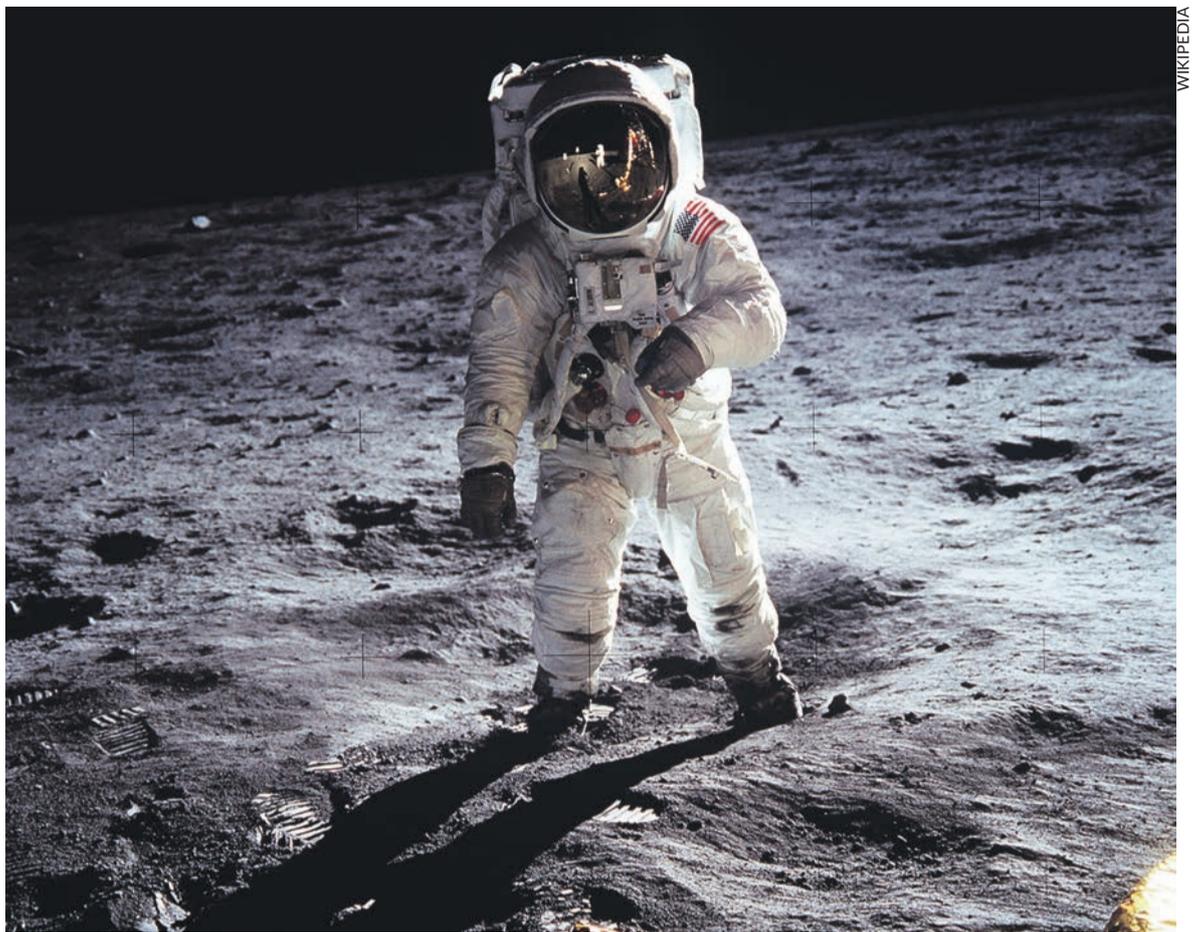
Permettre à des hommes de parcourir les 380 000 kilomètres qui séparent la Terre de la Lune, de se poser en douceur sur ce satellite naturel dépourvu d'oxygène, puis d'en repartir pour rentrer sains et saufs sur Terre, est une prouesse. Pour envoyer quelques hommes sur la Lune, il a fallu la longue collaboration de quelque 400 000 personnes : des astronautes et des pilotes intrépides ; des ingénieurs et des scientifiques maîtrisant les lois de la physique et inventant de nouvelles techniques ; des milliers d'ouvriers et de techniciens mettant en œuvre des moyens de production complexes, fruits du développement industriel du monde entier. Pour propulser Armstrong, Aldrin et Collins vers la Lune, il a fallu bien d'autres « figures de l'ombre », comme ces femmes noires de l'Amérique ségrégationniste des années 1950 et 1960, calculatrices hors pair.

## La compétition entre URSS et États-Unis

Lors d'un discours en 1961, Kennedy, alors président des États-Unis, avait

fait de la Lune un objectif impératif « avant la fin de la décennie ». Il s'agissait de rattraper puis de battre l'Union soviétique qui avait plusieurs longueurs d'avance dans la conquête spatiale. En octobre 1957, la mise en orbite de Spoutnik, le tout premier satellite artificiel, avait permis à Khrouchtchev, le dirigeant de l'URSS d'alors, de clamer : « Les spoutniks prouvent que le socialisme a gagné la compétition entre les pays socialistes et capitalistes »... En avril 1961, avec la mise en orbite de Youri Gagarine, premier homme dans l'espace, les dirigeants soviétiques enfonçaient le clou. Quant à y voir une démonstration de la supériorité du socialisme, c'était oublier que pour réussir ses exploits spatiaux, l'Union soviétique, coupée de l'économie mondiale, devait y consacrer une part importante de ses ressources industrielles, au détriment d'autres secteurs vitaux pour la population, comme les biens de consommation ou l'agriculture.

Reste que ces victoires successives montraient les capacités d'une économie



WIKIPEDIA

planifiée, sans concurrence entre entreprises mues par le profit. Le programme spatial américain se heurtait, justement, à la concurrence entre les grandes firmes du secteur aéronautique et entre les différentes branches de l'armée.

## La Nasa, un hommage à la planification

En juillet 1958, pour mettre un terme à cette rivalité désastreuse, le gouvernement américain créa de toute pièce la Nasa, une agence publique chargée de coordonner, avec des moyens considérables, le programme spatial américain. En dix ans, elle allait mobiliser les moyens, les compétences et les énergies nécessaires pour que les États-Unis rattrapent leur retard. En Amérique aussi, la planification l'emportait donc sur l'économie de marché ! Comme dans presque toute l'histoire du capitalisme, il fallait l'intervention de l'État pour réaliser des investissements majeurs. Les États-Unis n'ayant cependant rien de socialiste, la Nasa allait sous-traiter, sous sa tutelle, la production de tous les éléments du programme spatial. Les 25 milliards de dollars du programme Apollo (environ 150 milliards de dollars actuels) allaient faire

le bonheur d'une myriade d'entreprises privées.

Comme tous les organismes publics dans tous les pays du monde, la Nasa allait ainsi servir de vache à lait aux capitalistes. Le dernier en date est Elon Musk, propriétaire de Space X, qui a obtenu en 2008 un contrat substantiel pour ravitailler la station spatiale internationale ISS. Profitant à fond de l'expérience accumulée de la Nasa, il s'apprête à transformer l'espace en Luna Park pour les riches privilégiés qui pourront payer leur ticket quelques dizaines de millions de dollars. Il peut ainsi dilapider de façon révoltante le travail collectif de l'humanité pour amuser quelques richards dans une société qui manque de médicaments ou de logements.

## La guerre des étoiles

La Nasa est un organisme civil aux activités pacifiques qui ont, malgré tout, de multiples retombées positives sur la vie quotidienne, du GPS aux prévisions météo. Mais le programme spatial américain n'en a pas moins toujours été étroitement surveillé par les militaires. Si Kennedy voulait arriver sur la Lune avant l'Union soviétique, ce n'était pas seulement pour le prestige. Comme le

déclarait un sénateur américain en 1957 : « Si vous êtes en mesure d'accomplir le lancement du Spoutnik, cela veut dire que vous pouvez lancer une bombe thermonucléaire très facilement. » L'enjeu des programmes spatiaux a toujours été celui du contrôle de l'espace par les grandes puissances. Depuis Kennedy, tous les présidents américains ont consacré des centaines de milliards de dollars à la « guerre des étoiles ». Trump a créé une force de l'espace, spécialisée dans l'utilisation de missiles pour la destruction des satellites russes ou chinois. Il se prépare à faire de l'espace un des champs de bataille des guerres à venir.

C'est une autre raison qui vient refroidir l'enthousiasme suscité par le premier pas de l'homme sur la Lune et les prouesses spatiales qui ont suivi. La compétence humaine et les moyens techniques accumulés sont gaspillés par une organisation sociale qui maintient la propriété privée des moyens de production, la concurrence et la guerre entre les firmes et les États qui défendent leurs intérêts. Renverser cet ordre social est le plus urgent des « grands pas pour l'humanité » qui restent à accomplir.

Xavier Lachau



Katherine Johnson, une des brillantes mathématiciennes noires qui effectuaient les calculs de la NASA.

## Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 201 de juillet-août 2019 :

- Soudan : l'armée gardienne de l'ordre impérialiste
- Les taux d'intérêt au plus bas, manifestation du parasitisme achevé du capitalisme
- Cause animale, véganisme et antispécisme
- Le mouvement ouvrier contre la préférence nationale (France, 1870-1914)
- Face à la crise et à l'extrême droite : la question de l'armement du prolétariat

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,88 euro.



## Auchan - Villetaneuse : **non aux licenciements !**

Depuis jeudi 11 juillet, une vingtaine de salariés d'Auchan à Villetaneuse, en Seine-Saint-Denis, débraient une heure tous les matins. Ce site fait partie des 21 supermarchés et hypermarchés dont la famille Mulliez compte se séparer.

Cette famille, 5<sup>e</sup> fortune de France en 2018, aurait perdu un milliard de chiffre d'affaires sur les 33 milliards qu'elle affiche gaillardement chaque année. Pour ces nantis, devenir la sixième fortune de France est insupportable, et condamner des centaines de salariés au chômage est la solution toute trouvée.

Non contente de jeter des salariés au chômage, la famille Mulliez compte le faire à moindre coût. Ce qui a mis en effet les salariés de Villetaneuse en colère est qu'une offre avait été faite par Leclerc. Ce dernier promettait de reprendre environ 170 salariés sur les

198 que compte la grande surface, en sacrifiant l'encadrement de l'entreprise. Mais la direction du groupe a refusé parce qu'elle craint qu'un Leclerc ne fasse de l'ombre à son supermarché Auchan situé à trois kilomètres de là, à Épinay-sur-Seine. Elle a donc préféré l'offre plus modeste de Lidl, qui s'engage à ne reprendre que 55 salariés du groupe, prévoyant pour les autres des primes de licenciement.

Les salariés savent d'ores et déjà qu'Auchan ne leur proposera aucun reclassement sur le groupe. Pour autant, la plupart ne veulent surtout pas être repris par Lidl. Les conditions de



FLORIANE OLIVIER FRANCE3

travail y sont très dures : les caissières deviennent à Lidl polyvalentes, elles doivent passer de la caisse à la mise en rayon, faire le ménage, vider les palettes. Certaines caissières désignées pour être reclassées chez Lidl sont à trois ans

de la retraite. Alors, les salariés doivent avoir le droit de refuser d'être repris par Lidl sans pour autant être purement et simplement licenciés sans indemnités.

Ils sont soutenus par les consommateurs qui s'indignent à juste titre de la

rapacité de la famille Mulliez et qui tiennent à conserver un supermarché. Un comité d'entreprise, censé sceller le PSE, était prévu le 17 juillet. En attendant, les salariés continuaient de débrayer chaque matin.

**Aline Urbain**

## Clinique Jeanne-d'Arc Gien : en lutte

Depuis le 9 juillet, le personnel de la clinique privée de Gien, dans le Loiret, un établissement de 110 personnes, est en grève. Il n'accepte pas de signer le nouveau contrat qu'on lui propose après la reprise de l'établissement par le CHRO (centre hospitalier d'Orléans) suite à son abandon par le groupe Ramsey, ex-Générale de santé, qui juge les revenus de la clinique plus assez fructueux !



Tous les jours, un piquet de grève d'une trentaine de soignants se relaye devant la clinique. C'est le troisième protocole de reprise qu'on leur propose sans précision sur l'organisation des postes, les tarifs des gardes et des astreintes, les éventuels changements de planning, le nombre de gardes, etc.

Mais surtout, ce qui a fait déborder la coupe est que ce troisième document stipule une baisse du traitement indiciaire. Le personnel soignant réclame que le salaire brut annuel ne soit pas amputé et que

des compensations soient accordées pour la perte des indemnités de transport, de la part patronale mutuelle, et des journées d'ancienneté. Comme les travailleurs le déclarent : « Nous, on n'a rien demandé, Ramsey nous a jetés et le CHRO veut nous léser. »

Une nouvelle réunion avec les dirigeants du CHRO doit avoir lieu le 18 juillet. En attendant le personnel de la clinique est bien décidé à se faire entendre pour défendre ses droits et son dû.

**Correspondant LO**

## SNCF - Vichy : en grève contre les suppressions de postes

La direction régionale de la SNCF a décidé de supprimer huit postes sur les gares de Vichy et Saint-Germain des Fossés dans l'Allier. Cela s'ajoute aux trois postes déjà supprimés.

Ces suppressions concernent cinq postes d'agents de vente et trois postes d'agents d'accueil. Il n'y a déjà plus d'agent de vente en gare de Saint-Germain-des-Fossés, Gannat et Commeny. Pour acheter un billet, il faut utiliser les bornes automatiques qui ne délivrent que des billets de TER.

Comme beaucoup d'autres, la gare de

Saint-Germain-des-Fossés deviendra de plus en plus une gare sans cheminots. À Vichy, les guichets ne seront plus ouverts à la vente que de 7 heures à 18h40 en semaine au lieu de 5h20 à 22 heures.

Les cheminots de la région Vichy-Saint-Germain-des-Fossés ont décidé de réagir et se sont mis en grève samedi 13 juillet. La grève a été massivement suivie : 100% de grévistes !

Pour les 11 postes supprimés, la SNCF n'a fait aucune proposition de reclassement. Mais les cheminots savent qu'il n'y aura rien dans la région puisqu'il y

a déjà eu des suppressions de postes à Moulins, Gannat, Clermont-Ferrand. Un cheminot raconte qu'on lui a proposé d'aller à Vannes. La SNCF va faire appel à une entreprise privée de reclassement qui devra faire trois propositions de poste. Si aucune n'est acceptable, ce sera le licenciement.

Les cheminots de Vichy ont raison de ne pas se laisser faire et ils sont prêts à se remettre en mouvement. Tous les cheminots sont touchés par cette politique de suppression de postes de la SNCF, une riposte d'ensemble s'impose.

**Correspondant LO**

## Sans-papiers : "gilets noirs" pour les droits

Vendredi 12 juillet, environ 700 sans-papiers des collectifs « Gilets noirs », « La Chapelle debout » et « Droit devant » ont occupé quelques heures le Panthéon à Paris. Ils manifestaient pour exiger un rendez-vous avec le Premier ministre afin d'obtenir des papiers et des logements pour tous.

Les Gilets noirs avaient déjà au mois de juin investi à plusieurs centaines le siège du groupe Elixir (restauration, nettoyage, etc.) à

la Défense, pour dénoncer son exploitation des travailleurs sans-papiers. « Suite à cette action, 203 certificats de concordance ont été délivrés, qui donneront des Cerfa en vue de régularisations », raconte un militant.

Après avoir été évacués du Panthéon par la police, les occupants sont restés parqués pendant des heures, menacés de contrôles individuels alors qu'un grand nombre n'ont pas de papiers, frappés par les CRS, qui ont fait

des dizaines de blessés. Au moins 37 personnes ont été interpellées et plusieurs dizaines de sans-papiers placés en centre de rétention.

Ces hommes et ces femmes relèvent la tête pour défendre leurs droits. Leur lutte pour obtenir des papiers est aussi celle de tout travailleur conscient de la nécessité de refuser les divisions entre exploités, et du fait que la lutte d'une fraction d'entre eux les renforce tous.

**Lucas Pizet**

## Amazon : mobilisation dans plusieurs pays

**Lundi 15 juillet, profitant du Prime Day, 48 heures de promotions pour les abonnés d'Amazon, des milliers de salariés du géant du commerce en ligne se sont mobilisés aux États-Unis et dans plusieurs pays d'Europe.**

Depuis plusieurs années, des actions des salariés du groupe ont lieu lors de ces événements commerciaux, pour attirer l'attention sur l'exploitation éhontée qui y règne et qui a permis à son grand patron, Jeff Bezos, d'accumuler une fortune qui dépasse 150 milliards de dollars.

En avril dernier, des représentants des salariés s'étaient retrouvés à Berlin pour coordonner leurs luttes. Et le 15 juillet, des salariés d'Amazon de divers continents ont ainsi pu agir ensemble pour défendre leurs intérêts. Des travailleurs de l'entrepôt de Shakopee, dans le Minnesota, ont bloqué des camions brandissant des banderoles « Nous sommes des humains, pas des robots ». Des employés d'Amazon se sont

rassemblés sur plusieurs sites au Royaume-Uni, à Madrid ou encore à Lauwin-Planque dans le Nord de la France. 2000 salariés dans sept sites sur les douze que possède le groupe en Allemagne ont fait grève contre « les rabais sur le dos des salariés ».

Malgré le sourire qui souligne son logo, malgré ses annonces récurrentes et en partie fictives d'embauches massives dans des zones ravagées par la crise, le groupe Amazon est mondialement connu pour les conditions de travail lamentables qui règnent dans ses entrepôts. Les salariés épuisés décrivent les kilomètres parcourus chaque jour, les cadences de plus en plus infernales, la surveillance permanente par des systèmes informatiques

sophistiqués, les pauses supprimées qui les contraignent parfois à uriner dans des bouteilles en plastique, les menaces de licenciement à l'encontre de femmes enceintes si elles s'assoient pour reprendre leur souffle. Les salaires sont au ras des pâquerettes, la précarité généralisée et les pressions insupportables. Des salariés américains résumaient ainsi les conséquences des journées de promotion : « Les

*super-rabais se traduisent par deux mois d'enfer et une barre chocolatée pour remerciement.* »

En Pologne, le 15 juillet, était également une journée de mobilisation, mais dans le cadre d'un conflit qui dure depuis des mois. Dans ce contexte, les dirigeants d'Amazon ont annoncé 1000 embauches et une augmentation des salaires, qu'elle porte à 20 zlotys de l'heure, soit 4,68 euros.

Même modeste par rapport à l'ampleur du groupe, cette journée de mobilisation a eu le mérite de montrer où se trouve la seule force capable de résister à l'ogre du e-commerce mondial : que des travailleurs de divers pays commencent à se coordonner et s'encouragent mutuellement à agir par-delà les frontières pour lutter contre leur exploiteur commun.

Gilles Boti



Le 15 juillet dans le Minnesota, en grève.

## Banque Postale – Toulouse : non aux manœuvres de la direction !

**Vendredi 12 juillet, au centre financier de la Banque Postale de Toulouse, un tiers des présents, soit la moitié du personnel d'exécution (le personnel moins les cadres) était en grève. Il répondait ainsi aux manœuvres d'intimidation du directeur.**

En effet, en juin, la direction annonce la réorganisation du service client, un plateau téléphonique de 90 personnes. Il s'agit de refondre les équipes en séparant et déplaçant le personnel. Le mécontentement se fait entendre immédiatement, d'autant que ce service a déjà subi des changements d'horaires en début d'année. Une pétition signée à la quasi-unanimité du personnel est portée à la direction par les quatre syndicats présents sur le centre. En guise de réponse, le directeur s'obstine : il voudrait que tout soit opérationnel pour septembre.

Une assemblée générale est organisée et un préavis de grève sur le service client est déposé pour le 4 juillet. Trois jours avant la grève, le directeur écrit par mail à tous les salariés du service que cette grève est illicite, menaçant de sanctions disciplinaires tous ceux qui passeraient outre. Pour lui, le motif de la grève, « situation au service client », n'est pas valable.

Ses menaces ont porté et il n'y a pas eu de grévistes

jeudi 4 juillet. Mais le comportement du directeur a suscité l'indignation de nombreux travailleurs du centre, du service client et d'autres services. Interpellé à plusieurs reprises et atteint dans son orgueil, il envoie un nouveau mail, non pas pour s'excuser, mais pour justifier sa réorganisation et dire qu'il ne fallait pas voir dans son premier courriel une menace. Une assemblée générale et une heure d'information syndicale sont organisées ; un appel pour la journée du 12 juillet est lancé, cette fois pour l'ensemble du centre financier car de nombreux postiers veulent réagir à l'attitude du directeur.

Malgré de nombreux départs en congés d'été, 88 grévistes ont tenu à dire qu'ils n'acceptaient pas qu'un directeur décide du quand, où, comment et pourquoi de leur grève. Ils ont affirmé qu'ils ne se laisseraient pas reprendre à ce piège grossier. Une question de dignité et un avertissement au directeur !

Correspondant LO

## La Poste : mort pour les profits

**La Poste vient d'être condamnée à une amende de 120 000 euros pour « prêt de main-d'œuvre illicite ». Un bien faible qualificatif lorsqu'on se souvient des circonstances dans lesquels un jeune travailleur originaire du Mali, Seydou Bagaga, s'est noyé, en décembre 2012, en tentant de récupérer un colis tombé dans la Seine alors qu'il venait le livrer sur une péniche.**

L'ex-gérant de l'agence Coliposte d'Issy-les-Moulineaux et le patron d'une petite entreprise sous-traitante ont de leur côté écoupé de six mois de prison avec sursis. Le jeune livreur travaillait pour l'entreprise DNC Transport, prestataire de Coliposte, l'opérateur du groupe La Poste pour les colis. Il n'était pas déclaré alors qu'il livrait déjà les colis depuis une semaine, et ce n'est qu'au lendemain de l'accident que son employeur lui a bricolé un contrat. Il attendait de voir « s'il donnait satisfaction à Coliposte pour l'embaucher définitivement », a-t-il déclaré. De fait, le véritable employeur était La Poste. Dans le bâtiment où étaient récupérés les colis, il y avait alors 27 salariés sous-traitants pour six salariés de Coliposte.

La Poste paye les patrons des entreprises sous-traitantes selon le nombre de colis effectivement livrés, et impose des pénalités financières en cas de mise en instance ou de retard de livraison.

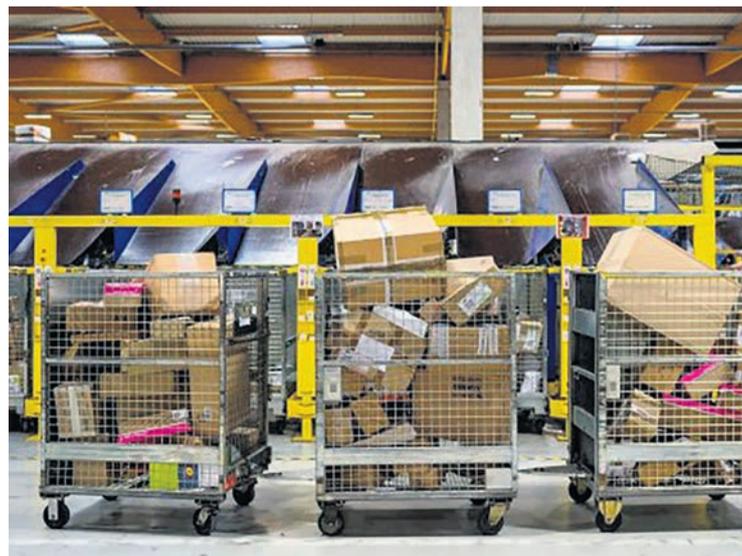
Ceux-ci répercutent ces exigences sur leurs salariés et ne leur versent qu'une paye bien inférieure à celle des postiers. Ces travailleurs doivent livrer jusqu'à 200 colis dans la même journée, contre une centaine pour les titulaires, et les zones les plus ingrates leur sont réservées. Pour eux, c'est une course infernale pour effectuer le maximum de livraisons, tous les jours, sauf le dimanche.

Le secteur des colis est

l'un des plus rentables de La Poste, avec un volume dont l'augmentation permanente est liée aux commandes par Internet. Le système de la sous-traitance permet à La Poste d'accroître encore ses profits, en se lavant les mains des conditions inhumaines dans lesquelles travaillent les salariés de ces entreprises. Aujourd'hui, 80% de la livraison de colis en Île-de-France sont effectués de cette manière.

Après le verdict, les représentants de La Poste ont déclaré que « ce drame ne doit pas être instrumentalisé pour instruire le procès du recours par La Poste à la sous-traitance ». Malgré une mort dont elle est la principale responsable, La Poste persiste et signe.

Daniel Mescla



Colis en attente de livraison.

## WN - Amiens : "Lessivés par Whirlpool, essorés par WN"

**Jeudi 11 juillet, une bonne partie des 180 salariés de l'usine WN ont manifesté dans les rues d'Amiens. Menacés de licenciement, ils ont crié leur dégoût contre la direction de l'entreprise qui s'apprête à mettre la clé sous la porte.**

Ces travailleurs sont dans leur grande majorité des anciens de Whirlpool, dont la fermeture annoncée en pleine campagne présidentielle avait attiré Le Pen et Macron sur le parking de l'usine. Chacun avait rivalisé de promesses de ne pas laisser tomber les ouvriers. Pour l'un comme pour l'autre, il n'était bien entendu pas question d'interdire les licenciements au groupe Whirlpool, numéro un mondial de l'électroménager dont les actionnaires empochent des milliards de bénéfices. Non, les promesses des deux candidats portaient sur l'assurance de trouver un repreneur auquel le gouvernement accorderait son soutien.

C'est ainsi qu'il y a

un peu plus d'un an, un industriel local, Nicolas Decayeux, empochait 2,5 millions de l'État, qui s'ajoutaient aux 7,5 millions d'euros versés par Whirlpool pour la réindustrialisation du site. Propriétaire d'une usine de fabrication de boîtes aux lettres et patron du Medef du département, Decayeux s'engageait à reprendre une partie des salariés sur le site, reconverti dans la production de casiers réfrigérants, d'éléments de cages d'ascenseurs, voire de voitures sans permis.

Toute la mascarade du « sauvetage des emplois » jouée par Macron et Decayeux a finalement abouti à la mise en liquidation judiciaire de l'entreprise.



Les travailleurs de WN manifestent.

Dans la manifestation, jeudi 11 juillet, les travailleurs ont exprimé toute la haine qu'ils ressentent envers le repreneur et le gouvernement qui les ont abreuvés de mensonges et ont ainsi « joué avec nos vies et celles de nos familles » comme le disait une ouvrière. « Pendant des mois, alors qu'il n'y avait pratiquement pas de production dans l'usine, la direction nous a dit de nous taire. On a joué le jeu et, au final, on s'est fait blouser », constatait un manifestant. Un autre soulignait avoir perdu la moitié des congés de reclassement, soit neuf mois, mais aussi les budgets formation et création d'entreprise mis en place dans le cadre du plan de licenciements de Whirlpool. Une travailleuse ajoutait : « On sait que les

licenciements vont tomber d'ici quelques semaines. On va vivre un deuxième licenciement en deux ans. À nouveau la boule au ventre à se demander où on va retrouver du travail à 50 ans! ».

Un représentant de l'usine Whirlpool de Naples, en Italie, manifestait aux côtés des travailleurs d'Amiens. Il apportait la solidarité des travailleurs de cette usine confrontés à la même menace. « Depuis 2009, nous sommes en contrat de solidarité, avec des salaires réduits, entre 900 et 1000 euros mensuels. Nous avons eu droit aux mêmes mensonges de Whirlpool, promettant que les sacrifices consentis par les ouvriers n'étaient pas vains et que l'entreprise débloquerait 17 millions d'euros sur trois ans pour garantir l'avenir

du site. Le tout pour aboutir à l'annonce, le 31 mai dernier, que l'usine était mise en vente et que le sort des 430 ouvriers, sans compter les 600 travailleurs de la sous-traitance, ne regardait plus Whirlpool. »

Où qu'ils choisissent d'implanter leurs usines, ces grands groupes font ce qu'ils veulent, garantissant leurs profits sur la peau des travailleurs et fidèlement secondés par des gouvernements qui accompagnent tous leurs mensonges. Les travailleurs du site d'Amiens demandent aujourd'hui des comptes à Decayeux et au gouvernement : où sont passés les millions d'aides versés ? Et quel que soit l'avenir de WN, ils exigent de ne pas faire les frais de cette reprise fantôme.

**Correspondant LO**

## PSA - Mulhouse : s'il y a moins de production, il faut répartir le travail

**La direction de l'usine PSA de Mulhouse vient de confirmer que, début novembre, la production quotidienne va être divisée par deux, suite à l'arrêt de la fabrication de la Peugeot 2008.**

Les trois équipes (2x8 et nuit) resteront en place, mais chacune produira en « demi-cadence » : à la place des 58 véhicules par heure actuels, la production va être ramenée à 29 véhicules/heure, répartis entre les modèles DS7 et Peugeot 508.

Demi-cadence ne signifie pas que les ouvriers auront deux fois moins de travail, bien au contraire. Avec ce système, chaque travailleur devra faire deux postes : par exemple, si actuellement un ouvrier monte la porte avant gauche sur le véhicule et un autre la porte arrière gauche, demain c'est un seul ouvrier qui devra monter les deux portes. Ce système engendrera forcément plus de déplacements, et plus de fatigue.

La direction justifie ces doubles postes par le fait que la production sera divisée par deux. Mais cet argument ne trompe personne, car la quantité de travail ne sera pas réduite de moitié : tous les ouvriers savent que

les deux modèles qui restent en production (DS7 et 508) nécessitent plus de travail que la Peugeot 2008.

L'autre conséquence de cette demi-cadence est une véritable saignée dans les emplois. Environ un millier d'ouvriers intérimaires, sur les 1400 qui travaillent en ce moment à l'usine, vont être licenciés d'ici la fin de l'année. Et il faudrait ajouter tous ceux

qui travaillent pour les entreprises sous-traitantes de PSA, directement sur le site ou autour, et qui vont aussi faire les frais de cette décision. La logique patronale ne varie pas : un ouvrier à qui on impose de faire deux postes, c'est une occasion de se débarrasser de celui qui travaille à côté de lui.

Pour les travailleurs, en revanche, une baisse de production devrait être synonyme de répartition du travail entre tous. Dans la période actuelle, il est aberrant que des centaines d'ouvriers, notamment



des jeunes, se retrouvent à Pôle emploi tandis que ceux qui conservent leur travail en ont par-dessus la tête. Travailler moins, et

travailler tous, sans perte de salaire : à PSA comme ailleurs, il faudra l'imposer au patronat.

**Correspondant LO**

## Territoriaux de Mulhouse : à travail permanent, emploi permanent...

**Avec son projet de réforme de la fonction publique, le gouvernement veut généraliser encore plus la précarité, alors que déjà un agent sur cinq est contractuel.**

Sur les quelque 3100 agents de la ville et de la communauté d'agglomération de Mulhouse, dans le Haut-Rhin, près de 450 sont contractuels. Ils peuvent rester

des années en CDD ; seulement vingt postes ont été ouverts à la titularisation en 2018. Les femmes sont les plus nombreuses et cumulent précarité avec bas salaires, étant

souvent à temps non complet, comme dans le secteur périscolaire.

Mais le gouvernement voudrait encore « flexibiliser la gestion des ressources humaines » en recourant plus aux CDD, y compris avec un temps de travail inférieur à 50 %, et aussi à des contrats de projet (à durée non définie,

le temps d'une mission). Tout cela pour continuer à faire des économies dans les services utiles à la population.

Du travail, il y en a en permanence et de plus en plus : il n'y a aucune raison que ces collègues ne soient pas embauchés de manière permanente.

**Correspondant LO**

# Famar – Saint-Genis-Laval : manifestations pour défendre les emplois

**Jeudi 6 juillet, la grande majorité des travailleurs de Famar ont manifesté dans les rues de Saint-Genis-Laval, dans le Rhône, pour montrer leur inquiétude et leur colère face à la mise en redressement judiciaire demandée par le groupe multimilliardaire KKR.**



Celui-ci a décidé de se débarrasser de 12 usines du groupe Famar (dont quatre en France). Seule celle de Saint-Genis est en redressement judiciaire, mais le sort des autres est aussi précaire car elles sont mises en vente. Cela n'a pas empêché le nouveau PDG de Famar, Patrick Puy, de déclarer au journal *Le Progrès* : «*KKR est un fonds d'investissement qui fait de très bonnes affaires. Il est en excellente santé.*» Puis il a rejeté la responsabilité de la situation en disant que Famar avait été très mal géré et qu'il n'y avait pas eu suffisamment d'investissements, en oubliant de dire que KKR avait, en reprenant Famar, promis d'investir et

qu'il ne l'avait pas fait.

Au-delà de KKR, les travailleurs savent que les responsables sont les grands groupes pharmaceutiques pour lesquels ils travaillent, comme Sanofi ou Merck. En 2004, Sanofi, l'ancien propriétaire, avait vendu l'usine pour 2 euros au façonnier Famar, tout en continuant à lui faire fabriquer ses médicaments. C'est devant le siège de Merck Lyon qu'a eu lieu la deuxième manifestation, jeudi 11 juillet. Les travailleurs ont été indignés d'apprendre que ces groupes faisaient produire à des coûts toujours plus bas, faisant des marges phénoménales à leurs dépens... alors que depuis trois ans

on leur assurait que l'usine n'était pas rentable et perdait de l'argent.

Les travailleurs de Famar Lyon sont bien décidés à faire parler d'eux le plus possible pour défendre leurs emplois, notamment en pointant du doigt l'absurdité de fermer une usine produisant des médicaments alors que les pénuries deviennent de plus en plus criantes et problématiques pour les malades.

Ils ne vont pas s'en tenir là et rendez-vous a été pris à la rentrée pour aller interpellé d'autres gros laboratoires pharmaceutiques donneurs d'ordres.

**Correspondant LO**

## Famar – Orléans : les travailleurs préparent la riposte

**L'usine Famar d'Orléans emploie 650 travailleurs qui produisent des médicaments pour de grands groupes comme GSK et Johnson&Johnson. Alors qu'elle était depuis dix ans la propriété du capitaliste grec Marinopoulos, elle a été acquise il y a peu par le fonds d'investissement américain KKR, qui a racheté le groupe pour le revendre usine par usine.**

Mais les travailleurs n'entendent pas se laisser sacrifier sans réagir. À l'usine d'Orléans, la direction a commencé par licencier plus de cent intérimaires ces deux

derniers mois. Face à la menace qui plane sur les autres, une assemblée générale s'est tenue le vendredi 12 juillet, qui a regroupé presque tous ceux de la production et une

partie des autres services.

La direction a essayé d'exercer des pressions, entre autres avec un sondage où l'on pouvait lire : «*Je pense que le site d'Orléans doit améliorer sa performance pour assurer sa survie économique*», ou encore «*Je suis prêt à m'adapter à des changements imposés si cela garantit la pérennité du site et de mon emploi*». Mais beaucoup ont en mémoire des

exemples de patrons qui ont demandé aux travailleurs des sacrifices pour soi-disant sauver leur emploi, ou de ne pas faire de vague pour ne pas effrayer un éventuel repreneur, et qui ont fermé quand même, de Continental à Goodyear, Ford, ou Whirlpool. Autant dire que l'assemblée générale a choisi de boycotter le questionnaire.

Conscients que la direction veut profiter des

vacances pour les attaquer, les travailleurs de l'usine ont décidé de garder le contact tout l'été et se préparent à se défendre. Dans cette entreprise où des grèves ont été menées dans le passé, de plus en plus prennent conscience que seule leur lutte et leur détermination pourront leur permettre de défendre leur emploi et leurs conditions de travail.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),**

**membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Vidéos**  
[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Audio-LO**  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# SNCF: voleur de grand chemin... de fer

Les grands départs en vacances, avec des heures de queue aux guichets des grandes gares, ont montré les conséquences pour les usagers des fermetures massives des guichets. Au fil des semaines, les voyageurs découvrent à leurs dépens les subtilités des nouveaux tarifs.

En lançant ses nouvelles grilles tarifaires, le 9 mai, le service commercial de la SNCF les présentait comme plus simples et plus avantageuses. La réalité est inverse. Sous prétexte de simplifier ses tarifs, la SNCF les a alignés vers le haut. Par exemple, l'aller simple Paris-La Rochelle qui coûtait 80 euros en heures normales passe à 94 euros quelle que soit l'heure.

Pour annoncer des prix en baisse, la SNCF intègre les Ouigo, TGV low-cost et les prix bas sur les billets achetés très longtemps à l'avance. Mais les Ouigo ne couvrent qu'un nombre très restreint de lignes et beaucoup d'usagers ne peuvent pas anticiper leur voyage. La SNCF annonce que tous les billets sont désormais échangeables, même ceux achetés très longtemps à l'avance. Mais pour cela, il faut désormais payer 15 euros, sur tous les types de billets, même ceux qui étaient échangeables gratuitement auparavant.

La SNCF prétend avoir simplifié et baissé le prix d'achat de ses cartes Avantage, pour les jeunes, les seniors, les familles, avec un prix unique de 49 euros par an, et de la carte Liberté, pour les voyageurs fréquents, à 399 euros. Mais les usagers découvrent progressivement des restrictions

multiples. La carte Famille, par exemple, exige de passer la nuit du week-end sur place et ne fonctionne pas pour les allers simples. Ces cartes Avantage ne sont pas acceptées dans la région Aquitaine ou en Occitanie. Quant à la carte Liberté, elle fait grimper les prix pour les voyageurs réguliers. Avec la carte Fréquence, un aller simple Paris-Lyon coûtait 44 euros en heures normales. Désormais il faut payer 56 euros à n'importe quelle heure. La carte Liberté ne fonctionne pas sur les TER des régions Pays-de-la-Loire, Centre-Val-de-Loire et Bourgogne-Franche-Comté. C'est un effet, dit la SNCF, de la liberté tarifaire de chaque région! C'est aussi une étape supplémentaire dans la privatisation de certaines lignes ou de certains réseaux.



Quelques-uns des rares trains moins chers...

En découvrant ces tarifs en hausse ou en étant verbalisés à bord des trains pour un billet non échangé ou établi avec un autre nom, de nombreux voyageurs s'en prennent aux contrôleurs. Ces derniers sont sommés par la direction SNCF de justifier et d'expliquer ces hausses. Elle a

diffusé un petit dépliant intitulé « simplification de la gamme tarifaire » qui contient les éléments de langage à utiliser. Les contrôleurs sont par exemple invités à faire « de la pédagogie dynamique sur l'utilisation de l'appli TGV Pro », et des « rappels proactifs des nouvelles conditions d'accès

au train »! Ce dépliant annonce explicitement la vraie raison de ces changements : augmenter les recettes de la SNCF. Pour y parvenir, ses dirigeants n'envisagent pas d'améliorer le service rendu aux usagers mais de les racketter davantage.

Xavier Lachau

## Passages à niveau : tous sont dangereux

Une femme et trois enfants sont morts, lundi 15 juillet, lors du franchissement d'un passage à niveau situé à Avenay-Val-d'Or, près de Reims. Percutée par un TER, la voiture a été projetée une cinquantaine de mètres plus loin.

Une enquête est en cours pour connaître les circonstances exactes de l'accident. Mais tout de

suite, le PDG de SNCF réseau, Patrick Jantet, a tenu à préciser que ce passage à niveau « n'était pas classé dans la liste des passages à niveau sensibles. » Cette liste en compte actuellement 155, puisque dans les 437 suppressions de passages dangereux prévues dans le plan de sécurisation lancé en 1997, seules 282 ont été réalisées en

plus de vingt ans!

Mais qu'il ait été « sensible » ou non, « entretenu » ou non, il n'en reste pas moins que ce passage à niveau a tué quatre personnes. Ce n'est pas le seul à être meurtrier, 35 à 40 personnes meurent chaque année dans les mêmes circonstances. Tous ces passages sont dangereux, quelles que

soient les responsabilités des uns et des autres. Mais pour les pouvoirs publics, qui traînent déjà à supprimer ceux qu'ils classent dangereux, il n'est pas question de les remplacer tous par des souterrains ou des ponts, seule façon d'éviter la collision entre un train et une automobile.

M.L.

## Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre



VOSGES MATIN

Face aux attaques du gouvernement et du patronat, comment organiser une riposte du monde du travail? Quel programme et quelles revendications mettre en avant? Comment recréer un mouvement ouvrier révolutionnaire capable de changer la société? C'est de cela que les militants de Lutte ouvrière souhaitent discuter lors de leur passage dans votre ville. Les prochaines étapes sont les suivantes:

### Agglomération bordelaise

Judi 18 juillet: **Mérignac**  
Vendredi 19 juillet: **Libourne**  
Samedi 20 juillet: **Bordeaux Saint-Michel**

### Nord

Judi 18 juillet: **Denain**  
Vendredi 19 juillet: **Maubeuge**  
Samedi 20 juillet: **Douai**

### Pas-de-Calais - Nord Oise

Judi 18 juillet: **Saint-Omer**  
Vendredi 19 juillet: **Boulogne**  
Samedi 20 juillet: **Calais**

### Région du Havre

Judi 18 juillet: **Fécamp**  
Vendredi 19 juillet: **Bolbec**

Samedi 20 juillet: **Le Havre**

### Loire - Drôme

Judi 18 juillet: **Montélimar**  
Vendredi 19 juillet: **Romans-sur-Isère**  
Samedi 20 juillet: **Valence**

### Allier - Puy-de-Dôme

Judi 18 juillet: **Issoire**  
Vendredi 19 juillet: **Moulins**  
Samedi 20 juillet: **Riom**

### Champagne-sud

Lundi 22 juillet: **Troyes**  
Mardi 23 juillet: **Bar-le-Duc**  
Mercredi 24 juillet: **Chaumont**  
Judi 25 juillet: **Vitry-le-François**  
Vendredi 26 juillet: **Verdun**

Samedi 27 juillet: **Saint-Dizier**

### Marne - Ardennes

Lundi 22 juillet: **Épernay**  
Mardi 23 juillet: **Châlons**  
Mercredi 24 juillet: **Reims**  
Judi 25 juillet: **Rethel/Revin**  
Vendredi 26 juillet: **Charleville-Mézières**  
Samedi 27 juillet: **Sedan/Charleville-Mézières**

### Alsace

Lundi 22 juillet: **Haguenau**  
Mardi 23 juillet: **Sélestat**  
Mercredi 24 juillet: **Strasbourg**  
Judi 25 juillet: **Mulhouse**  
Vendredi 26 juillet: **Colmar**  
Samedi 27 juillet: **Ensisheim/Guebwiller/Mulhouse**